



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

Sit COPIE

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Bureau des installations classées

Affaire suivie par Francine Fauvel  
☎ 03.87.34.85.30

## **ARRETE**

**N° 2009-DEDD/IC- 152**  
en date du 8 juillet 2009

mettant en demeure la Régie ECOTRI de Moselle-Est de respecter l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1<sup>er</sup> mars 2004 pour ses installations de Saint-Avold.

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu les dispositions des titres 1<sup>er</sup> et des livres V des parties législatives et réglementaires du code de l'environnement notamment ses articles R.512-33 et L.514-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral DRCLAJ-2008-58 en date du 16 octobre 2008 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2004-AG/2-81 du 1<sup>er</sup> mars 2004 autorisant le Syndicat mixte de transport et de traitement des déchets ménagers et assimilés de Moselle-Est à exploiter un centre de tri de déchets ménagers issus de collectes sélectives à Freyming-Merlebach et Saint-Avold ;

Vu la déclaration en date du 28 novembre 2005 par laquelle le Syndicat mixte de transport et traitement déclare avoir confié l'exploitation du centre de tri de Saint-Avold à la Régie ECOTRI de Moselle-Est ;

Vu le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 2 juillet 2009 ;

Considérant que lors d'une visite d'inspection réalisée le 28 avril 2009 l'exploitant a précisé que la capacité annuelle de traitement du site de Saint-Avold a été portée à 19 000 tonnes après transfert de l'activité du centre de tri de Sarreguemines alors que l'arrêté préfectoral n'autorise qu'une capacité de 12 000 tonnes ;

Considérant que cette activité est très nettement supérieure à celle actuellement autorisée et que la Régie ECOTRI de Moselle Est l'exploite sans avoir effectué les démarches réglementaires requises ;

Considérant les dangers et inconvénients générés par ce non-respect des prescriptions réglementaires pour les intérêts visés à l'article L.511-1 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La Régie ECOTRI de Moselle-Est, implantée sur l'ancien carreau Sainte-Fontaine à SAINT-AVOLD est mise en demeure de respecter dans un délai de trois mois, à compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1<sup>er</sup> mars 2004 précité.

### **Article 2 :**

En cas de non respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement.

### **Article 3 :**

En vertu de l'article L514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où elle lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

### **Article 4 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, la Sous-Préfète de Forbach, l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de la commune de Saint-Avold où est implantée l'entreprise.

Metz, le 8 juillet 2009

Le Préfet,  
Pour le Préfet  
Par délégation  
Le Chef de Bureau

Signé : Laurent VAGNER